

**Tourisme - Entretien de M.
Jean-Baptiste Lemoyne, secrétaire
d'Etat auprès du ministre de
l'Europe et des affaires étrangères,
avec "Le Figaro Economie"**
(Paris, 07 novembre 2018)

Q - Après un creux en 2015, les investissements touristiques sont repartis à la hausse. Est-ce bon signe ?

R - Le retour de la croissance des investissements témoigne de la confiance des acteurs du tourisme pour l'avenir. La France, première destination touristique mondiale, accueillera plus de 90 millions de touristes étrangers cette année. Les recettes devraient s'élever à 57 milliards d'euros. Deux records. Le secteur est clairement porteur. Contrairement à une idée reçue, la France n'est pas si mauvaise sur le volet recettes même si nous ambitionnons de faire mieux encore. Le tourisme est une économie de l'offre. Après un creux en 2015, l'investissement a connu une hausse de 3,2% en 2017 par rapport à 2016, et la barre des 14 milliards d'euros sera dépassée cette année. Nous atteindrons notre objectif de 15 milliards par an, ensuite. Dans un domaine hyperconcurrentiel, nous ne pouvons pas rester les deux pieds dans le même sabot. Pour paraphraser Helmut Schmidt, l'investissement touristique d'aujourd'hui, ce sont les touristes de demain et les emplois d'après-demain.

Q - Ces investissements sont-ils privés ou publics ?

R - Il s'agit de la mobilisation des acteurs privés, souvent accompagnés des pouvoirs publics, et notamment des collectivités locales. Le premier comité interministériel du tourisme, dès le 26 juillet 2017 sous la présidence du premier ministre, a permis d'acter l'engagement renouvelé de la Caisse des dépôts, de la Banque des territoires et Bpifrance. Ainsi, la Caisse des dépôts s'est engagée à réaliser 500 millions d'euros d'investissements durant les cinq prochaines années, sur tout le territoire. L'argent est donc là. Et nous avons mis en place France Tourisme Ingénierie au sein d'Atout France (agence publique de promotion touristique, NDLR) pour aider les projets à mûrir. Nous avons tiré les leçons du passé pour faire en sorte que les projets voient le jour.

Q - Alors qu'un trop-plein de touristes menace les sites les plus prisés, ces investissements aideront-ils à mieux répartir les flux sur tout le territoire ?

R - L'an dernier, seulement deux régions ont cumulé plus de 1,5 milliard d'euros d'investissements : l'Île-de-France et Auvergne-Rhône-Alpes. Mais les territoires se sont emparés du financement touristique, notamment deux activités dynamiques : le cyclotourisme et le tourisme fluvial, qui attirent des clientèles à fort pouvoir d'achat. Répartir les flux est un travail très long, qui exige du quasi-sur-mesure. En France, à l'exception peut-être de quelques

rare sites sur des périodes de l'année très spécifiques, nous ne sommes pas encore au stade d'une surfréquentation. Notre rôle est de prévenir, plutôt que guérir.

Q - La France attend 100 millions de visiteurs étrangers en 2020. Y aura-t-il assez d'hébergements ?

R - Dès qu'il y a un marché, l'offre se structure. Il n'y a pas de raison pour que nous ne soyons pas au rendez-vous pour les héberger. De nouveaux concepts hôteliers émergent. Des petits groupes ouvrent des auberges de jeunesse innovantes. Il ne faut pas opposer les hébergements les uns par rapport aux autres. La demande est diverse, les réponses doivent aussi l'être. Il y a de la place pour tout le monde.

Q - Quelles sont vos ambitions après 2020 ?

R - Les indicateurs du futur seront autant quantitatifs que qualitatifs. Les Français voyagent de plus en plus à l'étranger. À nous de faire venir le monde pour découvrir la France. En allant chercher des clientèles lointaines à fort pouvoir d'achat, nous maximisons les retombées économiques. Nous devons favoriser le développement d'une offre haut de gamme et augmenter la connectivité aérienne. Mais nous devons aussi renouveler et diversifier les expériences pour mieux fidéliser les touristes nationaux et les clientèles européennes qui constituent une composante significative des visiteurs étrangers, et enfin développer davantage le tourisme d'affaires./.